



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

ventes d'armes à l'Arabie Saoudite

Question au Gouvernement n° 1304

Texte de la question

VENTES D'ARMES À L'ARABIE SAOUDITE

M. le président. La parole est à M. Bastien Lachaud, pour le groupe La France insoumise.

M. Bastien Lachaud. Monsieur le Premier ministre, torturé, démembré, assassiné, le tout en musique : tel est le sort réservé au journaliste Jamal Khashoggi par une bande de tueurs envoyée par le régime saoudien.

Certains feignent de découvrir qu'il y a un problème. Quelle hypocrisie ! Qui donc pouvait ignorer que l'Arabie saoudite est un État criminel ? Elle condamne à mort les homosexuels ; elle condamne à mort ou au fouet les femmes et les hommes qui militent pour les droits humains. Elle finance la propagation d'un islamisme obscurantiste qui a formé, forme et formera encore les viviers dans lesquels les groupes terroristes recrutent leurs fanatiques. Elle mène au Yémen une guerre ignoble. Les ONG alertent depuis des mois et les experts des Nations unies sont formels : des centaines de crimes de guerre y ont été commis – bombardements de civils et d'humanitaires, viols, enlèvements, assassinats. Des millions de personnes sont menacées par la famine.

Et, pendant ce temps-là, Emmanuel Macron, tout sourire, fait des *selfies* avec Mohammed Ben Salman. Il l'invite même à Paris le 11 novembre prochain. Quelle lâcheté ! Pendant ce temps-là, la France continue de livrer des armes. Quel cynisme ! Depuis des mois, nous vous interpellons, à l'écrit et à l'oral, dans l'hémicycle, et en commission. Chaque fois, vous noyez le poisson. Aujourd'hui, ça suffit ! Ça suffit, les faux-fuyants ! Ça suffit, la mauvaise foi ! Ces ventes d'armes sont une infamie !

Ce *business* pue le pétrole, les dollars et le sang. (Applaudissements sur les bancs du groupe FI.) Il est honteux, illégal et criminel ! Les flatteries d'Emmanuel Macron sont écœurantes. Il est temps que tout cela cesse. Tout le monde sait que l'Arabie saoudite achète le silence de la France.

M. Jean Lassalle. C'est vrai.

M. Bastien Lachaud. C'est ce silence qu'a choisi Emmanuel Macron, hier, face à la presse. Monsieur le Premier ministre, combien de morts faudra-t-il pour arrêter ces horreurs ? À combien de milliards estimez-vous l'honneur de la France ? Dites-nous jusqu'à quand nous devons vivre avec cette honte sur nous. (Applaudissements sur les bancs des groupes FI, GDR et SOC.)

M. le président. La parole est à Mme la ministre des armées.

Mme Florence Parly, ministre des armées. Monsieur le député, ne mélangeons pas tout. (Exclamations sur les bancs du groupe FI.)

Un député du groupe LR . Encore une socialiste !

Mme Florence Parly, ministre . Il y a d'abord le meurtre de Jamal Khashoggi. C'est un meurtre.

Mme Danièle Obono. Oui !

Mme Florence Parly, ministre. Ce meurtre a été commis sur un journaliste.

M. Bastien Lachaud. Par qui ?

Mme Florence Parly, ministre. Il représente donc aussi une atteinte épouvantable à la liberté de la presse. C'est extrêmement grave.

M. Jean-Paul Lecoq. C'est un crime d'État !

M. Fabien Di Filippo. En même temps...

Mme Florence Parly, ministre . C'est la raison pour laquelle nous, la France, réclamons, avec nos partenaires européens, que toute la lumière soit faite, qu'une enquête crédible soit réalisée et que les responsabilités soient clairement identifiées. Et c'est sur la base des conclusions de cette enquête que nous tirerons nos propres conclusions et que des décisions seront prises. *(Exclamations sur les bancs du groupe FI.)*

Mme Danièle Obono. Vous êtes sérieuse ? C'est lamentable !

M. Pierre Henriët. Gardez vos leçons de morale pour les affaires de M. Mélenchon ! *(Mme Danièle Obono se lève et proteste vivement.)*

M. le président. Madame Obono, je vous prie de laisser s'exprimer Mme la ministre.

Mme Florence Parly, ministre. Vous avez évoqué un deuxième sujet : la situation au Yémen. Ce pays est ravagé par la guerre civile et le terrorisme. Ce sont les civils qui paient le plus lourd tribut. Ce conflit dure depuis trop longtemps et, croyez-le bien, le Gouvernement en est pleinement conscient.

Mme Danièle Obono. Alors, cessez de vendre des armes !

Mme Florence Parly, ministre . C'est la raison pour laquelle il agit pour rechercher, avec les pays concernés, une solution politique à ce drame humanitaire.

Mme Mathilde Panot. Cessez de vendre des armes !

Mme Florence Parly, ministre. S'agissant, enfin, des exportations d'armements, je souhaite mettre un terme à une fiction. Non, on ne vend pas des armes comme on vend des baguettes de pain.

Mme Danièle Obono. Sérieusement ?

Mme Florence Parly, ministre. La règle est claire : toute vente d'armes est interdite sauf autorisation expresse. Cette autorisation expresse, comme vous le savez, mesdames et messieurs les députés, est le fruit d'un examen très rigoureux, au cas par cas, qui rassemble plusieurs ministères, afin d'évaluer très précisément tous les risques. Ne mélangeons pas tout ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. - Exclamations sur les bancs des groupes FI et GDR)*

Données clés

Auteur : [M. Bastien Lachaud](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (6^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1304

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Armées

Ministère attributaire : Armées

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

Question publiée au JO le : [25 octobre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [25 octobre 2018](#)